

*Initiatives ministérielles*

• (1310)

L'endettement général du Canada s'est sans cesse aggravé malgré les efforts du gouvernement. Celui-ci se glorifie de ce que le pourcentage de la dette par rapport au PIB a un peu diminué ou de ce que notre situation par rapport au déficit annuel s'améliore, mais il s'est toujours trompé dans ses projections. Son plan de réduction de la dette et du déficit ne colle pas à la réalité.

Le déficit annuel est presque toujours le même depuis que le gouvernement actuel a été porté au pouvoir en 1984, et ce, même si le gouvernement Trudeau qui l'a précédé engageait des dépenses considérables en regard des recettes qu'il percevait. Le gouvernement s'est complètement fourvoyé, mais il continue de dire que la situation s'améliore.

Quand on est étendu sur le dos, même le premier barreau de l'échelle semble très haut. C'est à peu près la seule façon d'envisager avec optimisme la conjoncture économique de même que la dette et le déficit, non seulement du gouvernement fédéral, mais aussi des provinces davantage accablées par les nouvelles compressions et le fait que le gouvernement fédéral se décharge de ses responsabilités.

Je n'irais pas jusqu'à dire que le gouvernement l'a fait de gaieté de coeur, mais il s'est donné bien du mal pour décliner toute part de responsabilité dans les difficultés qu'éprouvent actuellement de nombreuses provinces.

À mon avis, cela a eu une conséquence regrettable: l'augmentation excessive de notre dette extérieure, qui a des effets plus préjudiciables sur la planification à long terme de notre pays que la dette intérieure. Avant que l'actuel gouvernement ne soit porté au pouvoir en 1984, la dette et le déficit étaient surtout intérieurs.

Presque tous les économistes s'entendent pour dire que notre situation est beaucoup plus précaire du fait qu'un pourcentage nettement plus élevé de la dette nationale et de celle des provinces est financé par des emprunts à l'étranger plutôt qu'au Canada même.

En commençant, j'ai dit que je parlerais de quatre préoccupations particulières à ma région et à son industrie, la sylviculture.

Je veux d'abord revenir aux années 1983 et 1984 et examiner ce qu'ont fait, à cette époque, le gouvernement fédéral actuel et son prédécesseur pour encourager la sylviculture intensive et créer un secteur forestier plus sain et dynamique. Après tout, l'industrie forestière est celle qui contribue le plus à notre balance des paiements

et elle est implantée dans quelque 300 localités d'un océan à l'autre.

Sauf erreur, c'était M. Roberts qui était en 1983 le ministre responsable de cette industrie, dans le gouvernement Trudeau, lorsque la première entente fédérale-provinciale sur le financement de la sylviculture intensive a été conclue en 1983.

Dans le cas de la Colombie-Britannique, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral s'étaient engagés à investir, cette année-là, 55 millions de dollars chacun dans l'industrie forestière. C'était un bon départ, mais cela n'a pas duré et il y a eu un changement de gouvernement.

C'est là une des meilleures mesures que le gouvernement ait prise, même si, annuellement les sommes engagées ont légèrement diminué. Elles sont passées de 55 à 50 millions de dollars par année dans le cas de la Colombie-Britannique.

À l'issue d'importantes négociations, le gouvernement fédéral et les provinces ont conclu des ententes de trois et cinq ans dans le domaine de la foresterie, ententes qui ont permis une certaine planification à long terme et une excellente coordination. Ces ententes ont été nettement plus rentables et elles ont été très utiles pour l'industrie forestière canadienne, car elles ont permis de reboiser certaines régions qui avaient été négligées pendant trop longtemps, d'utiliser de nouvelles technologies de sylviculture intensive et de recourir à des pratiques sylvicoles comme la coupe d'éclaircie, l'élagage, la fertilisation et de nombreuses autres pratiques qui, depuis longtemps, n'étaient plus utilisées dans l'une de nos principales industries. Pour la première fois, en 1983, et surtout après l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement, en 1984, nous avons une planification rationnelle, un engagement notable dans ce secteur, à une échelle qui représentait quelque chose. Ceux d'entre nous qui avaient un attachement sentimental et financier à l'égard de cette industrie étaient heureux de voir cela.

• (1315)

Je reconnais, comme notre parti, que la foresterie est un secteur essentiellement de compétence provinciale, mais c'est un fait également que depuis des décennies, le gouvernement fédéral tire des recettes importantes de cette industrie. Beaucoup d'entre nous, sur les bancs du gouvernement aussi je présume, et certainement le ministre des Forêts, lorsque le ministère a été créé, estimaient qu'il était plus que temps qu'une partie de ces recettes que le gouvernement fédéral percevait depuis